

La violence à l'école, écho de la violence de la société

Éditorial

La décision prise en février par Nicolas Sarkozy d'organiser des « États généraux de la sécurité à l'école » ne rompt malheureusement pas avec l'habitude de se saisir des faits divers médiatiques pour annoncer à chaud, sans réflexion, lois et réformes.

Il s'agissait pour le gouvernement de détourner les parents électeurs de la colère des personnels enseignants qui s'insurgent avant tout contre la violence de la gestion de l'Éducation nationale. En vain : les principaux médias n'ont retenu de ce mouvement que ce qui nourrit la communication politique du gouvernement, à savoir la violence et la délinquance des jeunes...

Cette stigmatisation d'une partie de la jeunesse ne sert qu'à cacher les violences sociales dont souffre une part de plus en plus importante de la population. Rechercher les causes du comportement violent de certains jeunes prendrait certes du temps mais surtout replacerait les véritables responsabilités sur ceux qui détiennent les pouvoirs.

Chaque incident, chaque agression est suffisamment médiatisée pour justifier les régressions éducatives. L'école serait malade de son esprit d'ouverture, de sa prise en compte de l'enfant en tant que personne et de ses projets de compréhension du monde.

La réponse tombe, inévitable : l'école sera un sanctuaire où l'enfant apprendra les choses de la vie distillées, filtrées, simplifiées selon ses capacités enfantines. Et pour qu'il soit sage, qu'il ingurgite les droits et surtout les devoirs écrits pour lui ! L'autorité du maître pourra renaître. Certains enseignants croiront peut-être se rapprocher des cours magistraux de leurs rêves, mais les écoliers, les collégiens et les lycéens écrasés d'interdits et de méfiance n'auront plus d'autre choix que de sombrer dans l'indifférence ou dans le mépris.

Haro sur la jeunesse !

Rien qu'au mois de février, le parlement a renforcé « l'arsenal législatif contre la violence à l'école »¹ : création d'un délit spécifique de participation à une bande violente et nouveau délit d'« intrusion » dans un établissement scolaire sans autorisation de la hiérarchie. *Le rapport Ruetsch*, remis au Ministère de la Justice, préconise de remplacer la politique de prévention spécialisée au bénéfice de la jeunesse par une « politique de prévention de la délinquance sociale des jeunes ».

Au même moment, Nadine Morano, inaugurant les *Assises de la Protection de l'enfance*, ne retient comme priorité et ambition pour la jeunesse... que le fait de faciliter la transmission des informations à l'encontre des familles, confondant au passage travail social et mission de renseignements de la police.

Si ses projets flattent une grande partie de nos concitoyens, c'est pour mieux les laisser croire que la répression des uns donnera de la liberté aux autres. Il échappe à beaucoup que la recherche à tout prix de la réussite individuelle ne peut laisser les individus que nus et sans défense, face à la violence économique et politique, face à la violence du système éducatif.

Il est temps aujourd'hui pour les pédagogues, les éducateurs, les enseignants et les parents de crier :

En ce qui concerne l'enfance et la jeunesse, la véritable violence c'est celle des adultes !

- l'École se transforme, contre l'avis de tous, en une entreprise de compétition et de surveillance des enfants en multipliant les évaluations, le fichage, la surveillance des équipes pédagogiques ;
- trop d'enseignants peu ou pas formés ont des attitudes méfiantes envers l'enfance et la jeunesse et reproduisent ce qu'ils ont subi ou observé lorsqu'ils étaient élèves : humiliation, punition, exclusion...
- les derniers programmes (2008) ne respectent ni la créativité, ni les rythmes des enfants. Pis, ils sont volontairement rétrogrades et gênent les véritables apprentissages qui seraient utiles à la jeunesse, en matière d'expression, de communication et de socialisation ;
- l'École abandonne de plus en plus les enfants à la violence des inégalités sociales, en réduisant le temps d'accueil, en accroissant la compétition scolaire et la pression sur les enfants et les jeunes ;
- les structures éducatives municipales doublent souvent cet abandon, généralisant les modalités discriminatoires d'accueil périscolaire qui excluent de la fréquentation des équipements d'éducation, de loisirs, de sport ou de culture, les enfants pauvres, de parents sans papiers ou privés d'emploi.

Nous, pédagogues, nous savons que la violence ne vient jamais à la jeunesse pour rien.

Elle recule dès lors que les enfants et les jeunes sont accueillis :

- dans le respect de leurs particularités, de leur histoire et de la culture de leurs parents ;
- dans le respect de leurs rythmes d'apprentissage sans moqueries, pénalisation ou stigmatisation ;
- dans un milieu éducatif favorable où tâtonnements singuliers et processus de socialisation se tissent dans des situations de coopération et d'entraide ;
- dans une École bienveillante où l'exercice des libertés individuelles s'articule avec le respect de celles des autres et où les règles s'élaborent collectivement.

Nous affirmons haut et fort que la violence « à » l'école est avant tout la violence « de » l'école.

Nous n'avons pas besoin d'États généraux pour proposer aujourd'hui des pratiques éducatives que nous expérimentons depuis des décennies dans l'École.

Cela fait longtemps qu'on sait guérir la faim, pourtant elle continue de ravager le monde. De même, la violence à l'école est un phénomène bien connu que l'on pourrait éradiquer si l'on changeait de cap.

Bien entendu, si ce n'est pas le cas, les choix retenus vont sans doute encore renforcer le climat que l'on prétend dénoncer par ailleurs...

Catherine Chabrun et Laurent Ott

¹ ASH du 19.02.2010.